

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

OBJET

Prestations intellectuelles en Assistance à Maîtrise d’Ouvrage pour les opérations de travaux des Secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université de Paris.

Lot 4 : Missions de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Lieu d’exécution

Hôpital Saint-Louis
1, avenue Claude Vellefaux
75475 Paris cedex 10

Hôpital Lariboisière
2, rue Amroise Paré
75475 Paris cedex 10

Hôpital Fernand Widal
200, rue du faubourg St-Denis
75475 Paris cedex 10

Hôpital Robert Debré
48 Boulevard Serurier
75475 Paris cedex 19

Hôpital Bretonneau
23 Rue Joseph de Maistre
75475 Paris cedex 18

Sommaire

Art.1 - Dispositions Administratives	3
1.1 Objet du marché – Généralités.....	3
1.1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Bons de Commande	3
1.2.1 Contenu.....	3
1.2.2 Durée d'exécution	4
1.3 Pénalités pour retard	4
Art.2 Contenu de la prestation et description des missions	6
2.1 Conditions d'exécution de la prestation.....	6
2.2 Objet des missions	6
2.3 Modalités communes à toutes les missions du présent marché	6
2.3.1 Prestataire	6
2.3.2 Maîtrise d'ouvrage	7
2.3.3 Informations relatives à l'ouvrage	7
2.3.4 Obligations générales	7
2.3.5 Dispositions particulières liées au milieu hospitalier	7
2.3.6 Modalités de présence.....	7
2.4 Catégories d'opération.....	8
2.5 Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase conception.....	8
2.5.1 Objectif de la mission	8
2.5.2 Étendue de la mission.....	8
2.5.3 Déroulement de la mission et livrables.....	8
2.6 Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux.....	11
2.6.1 Objectif de la mission	11
2.6.2 Étendue de la mission.....	11
2.6.3 Déroulement de la mission et livrables.....	12
2.6.4 Mesures d'urgence	14
2.7 Mission de prévention en matière de sécurité et protection de la santé lors d'opérations d'entretien ou d'exploitation.....	14
2.8 Visites et réunions sur site	17
2.9 Mission de conseil ponctuel.....	17

Art.1 - Dispositions Administratives

1.1 Objet du marché – Généralités

1.1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet de rappeler les principes et modalités de réalisation des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux réalisés sur les sites immobiliers des Hôpitaux Universitaires Saint-Louis - Robert Debré - Lariboisière – Fernand Widal - Bretonneau situés :

- Hôpital Saint-Louis : 1 avenue Claude Vellefaux 75475 PARIS Cedex 10
- Hôpital Robert Debré : 48 Bd Sérurier, 75019 Paris
- Hôpital Lariboisière : 2 rue Ambroise Paré 75475 PARIS Cedex 10
- Hôpital Fernand Widal : 200, rue du Faubourg Saint Denis 75475 PARIS Cedex 10
- Hôpital Bretonneau : 23 Rue Joseph de Maistre, 75018 Paris

Le coordinateur SPS intervient en application de la loi n°76-1106 du 6 décembre 1976 modifiée par la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 transposant la Directive Européenne 92/57 du 24 juin 1992 et les différents textes d'application, notamment :

- décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié par le décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif au coordonnateur ;
- décret n°95-543 du 4 mai 1995 relatif au CISSCT ;
- décrets n°95-607 du 6 mai 1995 et n°95-608 du 8 mai 1995 relatifs aux Travailleurs Indépendants ;
- arrêté du 7 mars 1995 relatif à la Déclaration Préalable ;
- arrêté du 7 mars 1995 relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs modifié par arrêté du 25 février 2003 ;
- arrêté du 25 février 2003 fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers sur les opérations de niveau III donnant obligation d'établir un Plan Général Simplifié de CSPA (PGSC).
- décret n°2011-39 du 10 janvier 2011 relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé ;

Ces textes étaient principalement codifiés aux articles L235-1 à L235-19 et R238-1 à R238-56 de l'ancien Code du Travail. L'ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) et le décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail (partie réglementaire) abrogent ces articles et les codifient aux articles L4211-1, L4211-2 et L4531 –1 à L4532-18 et L4535-1 et R4532-1 à R4532-98 et R4535-1 et R4535-2 du nouveau Code du Travail.

1.2 Bons de Commande

1.2.1 Contenu

A chaque mission et/ou chaque tranche correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- le projet ou l'opération concernée ;
- le contenu de la mission et les différentes phases;
- le découpage de la mission en une ou plusieurs tranches (Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni de dédit afférent à des éventuelles tranches conditionnelles) ;
- la durée prévisionnelle des travaux; (pour les travaux)

Le montant du bon de commande correspondra à l'ensemble des éléments de mission (phase conception + travaux), si la mission n'est pas découpée en tranches.

Dans le cas d'une mission découpée en tranches, le montant de chaque commande correspondra aux éléments de mission de la tranche affermée.

Pour la phase travaux (réalisation), il est égal au produit de la durée prévisionnelle par le montant mensuel correspondant à cette durée.

Pour les travaux dans l'éventualité où la durée réelle serait supérieure à la prévision, il sera établi un bon de commande de régularisation qui sera facturé après négociation entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

1.2.2 Durée d'exécution

SPS Travaux - Phase conception :

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs. Cette phase comprend notamment l'établissement du PGC nécessaire à la consultation des entrepreneurs.

SPS Travaux - Phase réalisation :

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Prévention SPS :

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant.

1.3 Pénalités pour retard

Le titulaire du marché devra s'attacher à ne pas retarder de déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/100 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliquée par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le présent cahier des charges ou le bon de commande et pour chacune des tâches de retard.

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

Les délais pour remettre les documents sont fixés comme suit :

TACHES REPERES	DELAIS
Avis sur les documents d'études (APS/APD)	Au plus tard dix jours après la remise du document
Première élaboration PGC avec toutes " sujétions " pour chaque corps d'état.	Au plus tard 15 jours après la validation du DCE pour l'appel à la concurrence des entreprises
Vérification des dispositions prises par la maîtrise d'œuvre pour l'exécution des VRD initiaux	Au plus tard 15 jours avant la publicité pour la consultation d'appel à la concurrence des entreprises
Ouverture du Registre Journal	Au plus tard à l'exécution des entreprises sur la chantier
Première constitution du Dossier d'intervention ultérieure	Avant la fin de la phase avant-projet convenue avec le maître d'œuvre
Rédaction du projet de règlement pour le collège interentreprises de sécurité, de santé et conditions de travail	15 jours avant le lancement de la consultation des entreprises
Constitution du CISSCT, dans les conditions de l'article 2.5.3.3. du présent CCP, si la catégorie de l'opération impose un tel collège.	Au plus tard 21 jours avant le début des travaux
Consignation, sur le registre journal des comptes rendus des inspections communes avec chaque entreprise	Préalable à l'intervention de chaque entreprise
Application des dispositions nécessaires pour que le chantier ne soit accessible qu'aux personnes autorisées	Avant le début des travaux
Vérification de la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans d'exécution établis par les entreprises	8 jours après leur réception
Tenue de la première réunion du CISSCT et des suivantes.	Dès que deux entreprises sont présentes effectivement sur le chantier, puis une fois au moins tous les trois mois.
Adoption du règlement du CISSCT	Dans le mois qui suit la première réunion du CISSCT
Envoi des copies des procès-verbaux des réunions du CISSCT, aux destinataires cités à l'article R238 656	Dans le suivant la réunion du CISSCT
Communiquer les noms et adresses des entrepreneurs contractants, si PGC à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir (R 238 - 28)	dès la notification des marchés
Leur adresser obligatoirement, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et des travaux présentant des risques particuliers.	Dès la notification des marchés ou dans les 15 jours de la réception de ces documents
Recueil et harmonisation des PPSPS	Dans les 10 jours à compter de la remise par les entreprises de l'ensemble des PPSPS puis au fur et à mesure de leur mise à jour.
Transmissions du PGC et du dossier d'intervention définitif au maître d'ouvrage	Au plus tard à la réception de l'ouvrage

Art.2 Contenu de la prestation et description des missions

2.1 Conditions d'exécution de la prestation

L'exercice des missions de CSPS, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, la réalisation d'études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Pour l'exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confiée dans le cadre d'un bon de commande afférent au présent marché, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

- le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;
- le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.
- Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui été attribué.

2.2 Objet des missions

Le marché régi par ce CCP a pour objet 4 prestations relevant du domaine du CSPS :

- 1 - Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase conception ;
- 2 - Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase travaux ;
- 3 - Mission de prévention dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé ;
- 4 - Mission de conseil ponctuel dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé.

La forme spécifique des marchés à bons de commande et la durée maximale de ce marché impliquent que les projets concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits dans les documents constitutifs du présent marché.

2.3 Modalités communes à toutes les missions du présent marché

Ces modalités sont communes à toutes les missions décrites aux articles suivants, en dehors de la mission de prévention en matière de sécurité et protection de la santé lors d'opérations d'entretien ou d'exploitation et de conseil ponctuel (art. 2.7 et 2.9).

2.3.1 Prestataire

Le terme « titulaire » s'appliquera à l'entreprise désignée pour effectuer les prestations du présent marché.

Dans le cadre de la description d'une mission, les termes « prestataire », ou encore « coordonnateur » désigneront la personne physique, travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire du marché, qui effectue ladite mission.

2.3.2 Maîtrise d'ouvrage

Les projets des Hôpitaux Saint-Louis, Robert Debré, Lariboisière, Fernand Widal et Bretonneau sont conduits par les Directions de l'Investissements et de la Maintenance des sites respectifs.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au prestataire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du coordonnateur, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

2.3.3 Informations relatives à l'ouvrage

Chaque prestation fera l'objet d'une commande auprès du titulaire pour une opération de construction donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande. Plusieurs prestations, pour une même opération, pourront être commandées sur un même bon de commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage fournira au prestataire les caractéristiques principales de l'opération, et précisera notamment le montant prévisionnel des travaux, le délai prévisionnel de réalisation des travaux, l'allotissement prévu par le maître d'œuvre, ainsi que le nombre de tranches de l'opération.

De manière générale, par la suite, l'opération concernée par la mission commandée sera désignée par « projet de construction ».

2.3.4 Obligations générales

De manière générale, sur l'ensemble de ses missions, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L. 230-2 du Code du travail :

- Éviter les risques ;
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- Combattre les risques à leur source ;
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- Organiser la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, les conditions de travail, la co-activité, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

2.3.5 Dispositions particulières liées au milieu hospitalier

La plupart des missions qui seront commandées au prestataire dans le cadre de ce marché concerneront des chantiers en milieu hospitalier, dont l'activité hospitalière est maintenue durant les travaux.

Le coordonnateur portera par conséquent une attention particulière à la nécessité de lutter contre les nuisances de chantier (bruit, poussière...) et de prévenir les risques de maladies nosocomiales. Sur ce dernier point, il veillera particulièrement à appliquer les préconisations du Centre de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN).

Il prendra également en compte la co-activité et les interférences entre le chantier et les activités d'exploitation sur le site, notamment la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs.

2.3.6 Modalités de présence

Au titre de chacune des missions, le prestataire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction.

Il assistera notamment le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées, sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le projet, par les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail...).

Il lui appartiendra enfin de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposeront.

En outre, la mission 3 de conseil ponctuel s'applique aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction ou n'entrant pas dans le domaine de compétence du prestataire ; elles ne sauraient être commandées pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

2.4 Catégories d'opération

Les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories :

Catégorie 1 : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail. Il s'agit de chantiers comportant plus de 10 000 hommes/jours, avec plus de 10 entreprises pour le bâtiment ou plus de 5 entreprises en génie civil ;

Catégorie 2 : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Il s'agit de chantiers :

- Soit avec plus de 20 salariés à un moment quelconque et une durée de chantier de plus de 30 jours ouvrés ;
- Soit nécessitant une activité de plus de 500 hommes/jours ;
- Soit comportant la réalisation de travaux dangereux ;

Catégorie 3 : toutes les autres opérations.

La catégorie d'opération qui fera l'objet d'une mission sera inscrite sur le bon de commande.

2.5 Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase conception

2.5.1 Objectif de la mission

Au cours de cette mission, le prestataire mettra en place l'ensemble des mesures de préservation de la sécurité et de la santé des différents intervenants et du public (riverains, personnel, malades, visiteurs...).

Le prestataire interviendra notamment, à la demande du maître d'œuvre, aux fins précisées aux articles L. 4531-1 et L. 4532-2 du Code du travail.

2.5.2 Étendue de la mission

La mission de CSPS en phase conception débutera dès réception par le titulaire du Bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à la désignation des entreprises de construction du projet.

Dès que la mission débutera, le prestataire devra prendre connaissance, auprès du maître d'ouvrage, de l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

2.5.3 Déroulement de la mission et livrables

De manière générale, le coordonnateur participera aux réunions de conception, à la demande du maître d'œuvre, afin d'organiser et de coordonner la sécurité et la prévention de la santé de tous, à l'intérieur et aux abords du chantier.

Durant cette phase, il vérifiera notamment, le cas échéant, les dispositions prévues pour exécuter les voiries et réseaux divers initiaux en application des articles R. 4533-1 à R. 4533-5 du Code du travail.

2.5.3.1 *Rapport à chaque phase*

À l'issue de chaque phase de la conception (APS, APD, PRO/DCE), le coordonnateur SPS établira la synthèse de ses remarques sous forme d'un rapport.

Il s'appuiera, pour ce faire, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis.

Le rapport concernant la phase d'études de projet (PRO/DCE), correspondant à la fin des études, devra comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé.

La notice d'organisation générale du chantier, établie par le maître d'œuvre, fera l'objet d'une analyse spécifique formalisée dans un rapport remis au maître d'ouvrage.

2.5.3.2 *Élaboration du PGC*

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 1, 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, au sens du Code du travail (article R. 4532-1).

Pour les autres opérations de catégorie 3, le coordonnateur rédigera néanmoins une notice en matière de sécurité et de protection de la santé reprenant les thèmes décrits ci-après.

Le coordonnateur SPS élaborera le plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé, prévu à l'article L. 4532-8 du Code du travail.

Le prestataire commencera à rédiger le PGC dès le début des études APS, puis le fera évoluer jusqu'à la phase de projet ; le PGC sera alors remis au maître d'ouvrage qui le joindra au dossier de consultation des entreprises.

Le PGC définira :

Les mesures d'organisation générale du chantier, arrêtées par la maîtrise d'œuvre, en coordination avec le chef d'établissement ;

La répartition des mesures de coordination entre les différents lots de travaux, notamment :

- Les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
- Les conditions de manutention (appareils de levage) ;
- La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;
- L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- Les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. (L'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux...) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage) ;
- Les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics...) ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- Les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
- Les modalités de coopération entre entreprises ;
- Les modalités du contrôle d'accès au chantier.

2.5.3.3 *CISSCT*

Cet élément de mission ne concerne que les bâtiments de catégorie 1 au sens du Code du travail (article R. 4532-1).

Le coordonnateur élaborera le projet de règlement du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Le prestataire remettra ce projet de règlement avec le PGC, de façon à permettre son inclusion au dossier de consultation des entreprises.

2.5.3.4 Élaboration du Plan de prévention

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'Arrêté du 19 mars 1993 au sens de l'article R.4512-7 du Code du Travail,

Le coordonnateur SPS collaborera avec le maître d'ouvrage à la rédaction du Plan de Prévention en matière de sécurité et de protection de la santé, tel qu'il est indiqué aux articles R.4511 à R.4515-11 du Code du Travail.

Le Plan de Prévention doit être établi par écrit :

- Lorsque les travaux représentent, sur une période maximale de 12 mois, au moins 400 heures,
- Lorsque les travaux envisagés constituent des travaux dangereux, figurant sur la liste établie par l'arrêté du 19 mars 1993, et ce quelle que soit la durée.

En application de l'article R.4512-7, le présent document doit être établi en concertation après une visite préalable des lieux et avant le démarrage des opérations entre le responsable de l'EU (Entreprise Utilisatrice) et les responsables de toutes les EE (Entreprises Extérieures) qui seront amenées à travailler sur le même site.

Le personnel des entreprises sous-traitantes est soumis aux mêmes règles que l'ensemble du personnel des EE : il doit bénéficier de la même information et disposer des mêmes types de matériels de sécurité.

Une entreprise sous-traitante ne peut travailler seule sur le site. Un plan de prévention devra également être établi entre les entreprises sous-traitantes et l'EE dans les deux conditions citées en préambule. Il sera alors soumis à l'EU pour visa.

2.5.3.5 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Le coordonnateur SPS constituera le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) qui rassemblera, dans le cadre défini par l'article R. 4532-29 du Code du travail, les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Ce document précisera notamment les dispositions prises :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- pour l'accès en couverture (moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes) ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur (ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines et machineries d'ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, changements ou essais d'appareillages situés en hauteur).

Il indiquera en outre les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO devra être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO sera amené à être enrichi pendant la phase d'exécution des travaux, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

2.5.3.6 Registre-journal de la coordination

Le coordonnateur SPS ouvrira et mettra à jour le registre-journal de la coordination : il y consignera, dans l'ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur fera alors viser par le maître d'œuvre, et les autres acteurs, les points du registre les concernant.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire. Le registre se trouvera dans la salle de réunion des Services techniques, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Durant cette mission, le coordonnateur consignera au registre-journal :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il jugera nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

2.5.3.7 Contribution à l'élaboration du DCE

Le coordonnateur SPS contribuera à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le PGC pour les bâtiments de catégorie 1 ou 2 ou 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, ou la notice en matière de sécurité et la protection de la santé ;
- Le projet de règlement intérieur du CISSCT, pour les bâtiments de catégorie 1.

D'autre part, le coordonnateur proposera au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

Enfin, si un désamiantage des locaux se révélait être nécessaire, le coordonnateur assistera le maître d'œuvre dans l'élaboration du cahier des charges de désamiantage en concertation avec le maître d'œuvre.

2.6 Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux

2.6.1 Objectif de la mission

Au cours de cette mission, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre et au suivi des mesures de sécurité et de protection de la santé sur le chantier de construction.

Le prestataire sera l'interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs ; il exercera sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC.

Le coordonnateur veillera par ailleurs à la sécurité permanente du public et des activités à proximité du chantier.

2.6.2 Étendue de la mission

La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux débutera dès réception par le titulaire du Bon de commande (sauf si la commande prévoit à la fois la phase conception et réalisation dans ce cas la phase travaux débutera dès la fin de la phase conception sans notification par ordre de service) si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Si la mission débute après le démarrage de la période de préparation du chantier, le prestataire sera chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises de construction.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

2.6.3 Déroulement de la mission et livrables

2.6.3.1 Tenue du registre-journal de la coordination

De manière générale, au cours de cette mission, le prestataire tiendra à jour le registre-journal de la coordination en y consignant :

- L'arrivée d'une nouvelle entreprise ;
- La remise d'un PPSPS (cf. infra) ;
- L'arrêt d'un poste de travail ;
- La tenue d'une réunion sur le site ;
- Le PGC et ses additifs (cf. infra) ;
- Les procès-verbaux des inspections communes (cf. infra) ;
- Les comptes rendus de réunions ;
- Les visites de chantier (cf. infra) ;
- L'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire.

Le registre se trouvera dans la salle de réunion du chantier ou dans la salle de réunion de la DIM, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

2.6.3.2 Organisation des entreprises

En coordination avec l'OPC, le coordonnateur SPS organisera les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, et coordonnera leurs activités simultanées afin de limiter les risques inhérents à la co-activité. Il contrôlera notamment le plan d'installation de chantier et vérifiera les installations de chantier de chaque entreprise.

À la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur peut être amené à formuler un avis sur une entreprise sous-traitante en vue de son agrément. En tout état de cause, le prestataire sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.

2.6.3.3 Collecte des PPSPS

Suivant les dispositions de l'article R. 4532-58 et 4532-59 du Code du travail, le coordonnateur :

- Communiquera à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, dès signature du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Guidera les entreprises, leurs co-traitants et sous-traitants dans l'élaboration de leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), en contrôlera le contenu, et veillera à ce qu'il soit conforme aux articles R. 4532-63 à R. 4532-68 du Code du travail ;
- Harmonisera les PPSPS des différentes entreprises ;
- Diffusera les PPSPS aux organismes intéressés ;
- Assistera le maître d'ouvrage dans la gestion des PPSPS ;
- Transmettra à chaque entrepreneur les PPSPS des entreprises chargées du gros œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés à l'article L. 4532-8 du Code du travail ;
- Transmettra à chaque entreprise en faisant la demande l'ensemble des PPSPS établis par les autres entrepreneurs.

2.6.3.4 *Inspection commune de chantier*

Le prestataire procèdera à une inspection commune du chantier, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention. Cette visite aura pour but de préciser les consignes de sécurité à observer par ces entreprises.

Le coordonnateur informera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y assister, s'ils le jugent opportun.

Pour chaque entreprise, l'inspection commune aura lieu avant la remise du PPSPS de l'entreprise. Elle fera l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise. Le coordonnateur consignera cette inspection dans le registre-journal.

Le coordonnateur adressera alors le procès-verbal au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

2.6.3.5 *Adaptation du PGC*

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 1, 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, au sens du Code du travail (article R. 4532-1).

Tout au long de la mission, le prestataire complètera et adaptera le plan général de coordination (PGC) au vu de l'évolution du chantier, et en fera mention dans le registre-journal du chantier.

Il y intégrera notamment les PPSPS des entreprises de construction.

Le coordonnateur communiquera les modifications du PGC au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux.

2.6.3.6 *Constitution du CISSCT*

Cet élément de mission ne concerne que les bâtiments de catégorie 1 au sens du Code du travail (article R. 4532-1).

Le coordonnateur SPS proposera au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf (9) jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur organisera et présidera le collège conformément au décret n° 95-543 du 4 mai 1995. Il veillera notamment à l'efficacité de ce collège ; pour ce faire, s'il le juge utile, le coordonnateur pourra l'organiser sous forme de commissions plus restreintes et correspondant à un découpage plus adapté des travaux.

Les frais de fonctionnement du CISSCT seront à la charge du prestataire.

2.6.3.7 *Inspections de chantier*

Le coordonnateur procèdera à des inspections régulières du chantier (au moins 1 par semaine) afin de veiller à l'application, par les entreprises, des dispositions prévues dans leur marché et dans leur PPSPS.

Il s'assurera également du suivi des règles définies dans le PGC, et de la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Le coordonnateur consignera chacune de ses visites dans le registre-journal.

2.6.3.8 *Avis sur les dossiers d'études d'exécution*

Le coordonnateur SPS formulera toutes les observations qu'il jugera nécessaire de faire sur les documents d'exécution.

Ces observations seront transmises par écrit au maître d'ouvrage.

2.6.3.9 Accidents de chantier

Le prestataire établira les statistiques d'accidents de travail intervenus sur le chantier.

Il analysera les rapports d'accidents établis par les entreprises afin de proposer toute mesure de protection utile à la prévention de ces accidents.

2.6.3.10 Mise à jour du DIUO

Le prestataire mettra à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) tout au long de l'avancement du chantier.

Au plus tard un (1) mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur remettra au maître d'ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO partiel. Il comprendra notamment :

- Tous les documents de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (plans, notes techniques) ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (caractéristiques, localisations, durabilités...) ;
- Le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini aux articles R4211-3 à R4211-5 du Code du travail ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage – élaborée par le prestataire – recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Enfin, au moins un (1) mois avant la fin de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage, le coordonnateur SPS remettra au maître d'ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO définitif. Cette transmission fera l'objet d'un bordereau d'envoi.

2.6.4 Mesures d'urgence

En vertu des articles L4131-1 à L4132-2 et L4132-2 à L4131-4 du Code du travail, le coordonnateur sera autorisé à prendre toute disposition d'urgence qui s'imposera, voire à arrêter et évacuer le chantier si nécessaire.

Toute décision d'urgence qu'il sera amené à prendre fera l'objet d'un rapport justificatif faisant état des circonstances et des raisons l'ayant mené à prendre une telle décision.

Ce rapport sera adressé au maître d'ouvrage au plus tard le jour suivant sa décision.

2.7 Mission de prévention en matière de sécurité et protection de la santé lors d'opérations d'entretien ou d'exploitation

La mission confiée au coordonnateur par l'entreprise utilisatrice (maître d'ouvrage) est une mission d'assistance à l'entreprise utilisatrice (maître d'ouvrage) ou à son représentant pour tout ce qui concerne l'application de la législation du travail et de la santé, qu'elle soit nationale ou locale, à l'opération et celle qui résulte de l'application des dispositions du décret n°92-158 du 20 décembre 1992 et des textes subséquents complétant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le coordonnateur aura autorité par délégation du signataire du présent marché pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

Il aura en particulier tout pouvoir pour prendre ou faire prendre en accord avec le maître d'ouvrage toute mesure d'urgence nécessaire à la sécurité ou à la protection de la santé des personnels aussi bien de l'entreprise utilisatrice que de l'entreprise intervenante.

Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les marchés déjà conclus, le coordonnateur les soumettra au préalable, à l'entreprise utilisatrice, par écrit et accompagnées d'une estimation du coût prévisible.

Plus généralement, le coordonnateur devra, dans l'exercice de sa mission, tenir le plus grand compte des objectifs du maître d'ouvrage : délais, qualité, coût.

Le coordonnateur devra obtenir, l'acceptation des documents ou la signature des procès-verbaux relatifs à la coordination par le maître d'ouvrage dans les 15(quinze) jours de leur réception, sauf réserves formulées dans ce même délai par le maître d'ouvrage. Ce même délai s'appliquera après reprise des réserves pour obtenir l'aval du maître d'ouvrage.

PRESENCE DU COORDONNATEUR

Sur le site, participation aux réunions de mise au point du projet d'intervention et lors de la visite préalable d'inspection commune des lieux de travail.

Le maître d'ouvrage s'engage à lui donner libre accès à toutes les réunions techniques relatives à l'opération.

Néanmoins, le coordonnateur devra faire part aux responsables de l'entreprise utilisatrice (maître d'ouvrage) :

- .des modifications qu'il estime nécessaires d'apporter aux documents établis par le maître d'ouvrage, dans les 8 (huit) jours suivant leur réception,
- .vérifier la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans et pièces écrites, en phase de conception dans les 15(quinze) jours et en phase d'exécution dans les 8(huit) jours.

Le coordinateur pourra être amené à participer à des réunions de travail voire à des réunions du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail des sites.

DISPOSITIONS GENERALES

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront les salariés de l'entreprise intervenante à l'occasion de leur travail ou de leurs déplacements.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la co-activité des entreprises ainsi que la succession de leurs interventions vis-à-vis de ces règles.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'hygiène et à la sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoque par toutes actions nécessaires.

OBLIGATIONS GENERALES

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L230-2 du code du travail :

- .éviter les risques,
- .évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- .combattre les risques à la source,
- .tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- .remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- .organiser la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, les conditions de travail, la co-activité, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- .prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

OBJECTIFS GENERAUX

Mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début des interventions sur le chantier. Ces dispositions ont pour objet :

- .d'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions etc.,
- .de réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et le salariés,
- .de maîtriser les risques liés à la co-activité des entreprises utilisatrice et intervenante.
- .d'assister les représentants de l'entreprise utilisatrice (maître d'ouvrage) dans ses relations avec les organismes officiels de prévention,

MISSION AVANT DEMARRAGE DES PRESTATIONS DES ENTREPRISES INTERVENANTES

✓ OBJECTIFS

- .Assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui auront à intervenir sur le site.
- .Analyser les mesures proposées par les entreprises intervenantes en matière de risques y compris ceux relatifs aux infections nosocomiales.
- .Prévenir les risques liés à la co-activité.
- .Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.

✓ TACHES A EXECUTER

Utiliser des moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L 237-5 et L 23-11 du code du travail soient effectivement pris avant le démarrage des travaux.

- .Participer aux réunions d'étude et d'élaboration du projet d'intervention sur l'ouvrage.
- .Etablir un projet de plan de prévention en coordination avec les entreprises utilisatrice et intervenantes.
- .Obtenir et vérifier le plan de prévention établi par l'entreprise intervenante.
- .Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R 238-18-4°) et notamment :
- .La circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs,
- .Les mesures relatives à la lutte contre les infections nosocomiales.
- .Participer à la visite préalable d'inspection commune.

LA MISSION EN PHASE – REALISATION

✓ OBJECTIFS

- .Intégrer les principes généraux de prévention.
- .Faire appliquer les consignes préconisées dans la phase avant démarrage du chantier.
- .Prendre en compte, les risques résultants de l'interférence des interventions pouvant être conduites simultanément par plusieurs entreprises sur un même site.
- .Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- .Etre amené à formuler un avis sur un ou plusieurs sous-traitants.

✓ TACHES A EXECUTER

A la demande d'un représentant de l'entreprise utilisatrice (maître d'ouvrage),

- .Vérifier le respect des plans de prévention.
- .Utiliser les moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L 235-1 et L 235-18 soient effectivement mis en œuvre.

A la demande du maître d'ouvrage, l'avis du coordonnateur peut être sollicité sur telle ou telle entreprise de sous-traitance en préalable à son agrément.

- .En tout état de cause, le coordonnateur sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.
- .Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

-
- .Mettre à jour et adapter le plan de prévention et organiser les moyens nécessaires à sa mise en application.
 - .Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R 238-18-4°) et notamment :
 - la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs,
 - les mesures relatives à la lutte contre les infections nosocomiales.
 - .Contrôler le plan d'installation de chantier.
 - .Assurer des visites du chantier afin de vérifier la bonne application des règles de sécurité.
 - .Etablir un compte rendu de visite à l'attention du maître d'ouvrage à la suite de sa visite

✓ **LES MOYENS ALLOUES**

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé interviendra autant que de besoin, au cours des différentes réunions concernant la préparation et la réalisation du projet.

Le coordonnateur sera convoqué systématiquement, en mentionnant l'ordre du jour, par l'organisateur des réunions concernant la préparation et la réalisation de l'intervention.

Il pourra se faire communiquer tout document nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, maîtres d'ouvrage).

Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition, susceptible de modifier les techniques d'intervention, ou l'équilibre financier de l'opération.

Il rendra compte du résultat de ses investigations au responsable de l'entreprise utilisatrice (maître d'ouvrage) qui les acceptera ou adoptera des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Le maître d'ouvrage pourrait être amené à demander au coordonnateur de proposer d'autres solutions.

Il fera part aux entreprises des mesures retenues et veillera à ce que celles-ci les appliquent.

En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions adéquates.

Il aura à sa charge les frais de fonctionnement et notamment de secrétariat, nécessaires au bon accomplissement de sa mission.

2.8 Visites et réunions sur site

Le prestataire devra obligatoirement effectuer une visite sur site pour chaque type de prestation de manière à tenir compte de la spécificité du site dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention.

Le préventeur sera amené à réaliser des présentations de plan de prévention aux représentants locaux lors de visite, lors de réunions ou en séance du CHSCT local.

2.9 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à une mission de conseil dans le domaine de la sécurité et la protection de la santé.

Le préventeur apportera ses connaissances et son expérience qu'il complétera si nécessaire du résultat de recherches réglementaires ou de publications.